

Sébastien NICOLAS
Doctorant science politique / PhD researcher in political science
Les Afriques dans le Monde (LAM)
Sciences Po Bordeaux France
e-mail : sebastien.nicolas1@yahoo.fr

Dire l'Autre en contexte antillais post-esclavagiste. Le cas de l'affaire Ibo Simon en Guadeloupe

A l'époque, la polémique n'avait pas fait grand bruit dans l'Hexagone. Elle a pourtant monopolisé l'espace politique et médiatique guadeloupéen durant des mois, et a enflé au point de provoquer des émeutes et des tentatives de lynchage en pleine rue. Ibo Simon, animateur de télévision sur une chaîne locale durant les années 1990 et au début des années 2000, lançait alors des appels quotidiens à la haine raciale, tout particulièrement contre les Haïtiens. Se définissant lui-même comme « noir comme du charbon et laid comme un macaque », Ibo Simon n'a eu de cesse de traiter les Haïtiens de « chiens », de « racailles » et de « vermines » qu'il fallait éradiquer. Paradoxalement, ses émissions ont rencontré un vif succès et de larges franges de la société guadeloupéenne, toutes catégories sociales confondues, ont approuvé ses discours. Sa condamnation par la justice en 2002 suite à une plainte déposée par des associations haïtiennes a toutefois mis fin à sa carrière. Comment un animateur de télévision dénigrant sa propre couleur et celle de ses auditeurs, lançant des appels quotidiens à la haine contre les Haïtiens, symboles de l'émancipation des peuples noirs¹, a-t-il pu rencontrer un tel succès ?

Cette proposition de communication s'articule en deux temps. D'abord, elle s'applique à retracer l'affaire Ibo Simon, ses enjeux, ses acteurs et ses événements. Elle montrera ainsi comment Ibo Simon a su s'imposer comme une des personnalités incontournables de la scène politico-médiatique guadeloupéenne, et quelle fut la réaction des élus locaux face à la montée de la xénophobie anti-haïtienne. Elle s'attardera tout particulièrement autour du procès de l'animateur-vedette, qui a vu s'affronter dans un contexte particulièrement violent ses partisans et ses détracteurs.

Ensuite, elle entend observer la continuité des schèmes et représentations issus de la matrice esclavagiste dans la société guadeloupéenne, et mesurer leur influence en tant que catégories agissantes. L'affaire Ibo Simon est en effet une illustration de la persistance de la norme coloniale au sein de l'imaginaire social guadeloupéen, et ce malgré les processus d'abolition et de décolonisation qui ont marqué la vie politique locale. Notre hypothèse est que ce rejet d'Haïti est un produit de l'imaginaire colonial et de l'aliénation qui en a résulté : l'Haïtien est rejeté ici pour son « africanité » et la condition de colonisé auquel il renvoie, et pour le symbole qu'il incarne, c'est-à-dire l'émancipation des esclaves. Situation complexe où le rejet de l'Autre conduit également au rejet de soi, et où l'impureté attribuée à l'Haïtien renvoie en réalité à sa propre aliénation. Au-delà d'un simple rejet de l'immigré, l'exécration de l'Haïtien constitue ainsi un écho des schèmes raciaux imposés lors de l'esclavage et qui, aujourd'hui encore, se réactualisent sous des formes inédites.

¹ Haïti, ancienne colonie française, première République noire, est la seule société d'esclaves à s'être émancipée de ses oppresseurs. Elle est devenue de ce fait un symbole incontournable de la lutte anti-esclavagiste, et plus généralement du discours anticolonial.